

« Géopolitique du territoire québécois »

Laurent Deshaies, Juan-Luis Klein et Georges Labrecque

Cahiers de géographie du Québec, vol. 37, n° 101, 1993, p. 179-180.

Pour citer ce document, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/022341ar>

DOI: 10.7202/022341ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Géopolitique du territoire québécois

Le Québec semble s'affirmer en tant que société distincte. L'échec de l'entente de Charlottetown, aussi bien au Québec que dans les autres provinces canadiennes, confirme cette impression. L'option politique souverainiste mûrit et de nouvelles voix émergent aux échelles fédérale et provinciale pour la soutenir et la défendre. De plus, la société québécoise dispose de puissants instruments de développement économique qui constituent des atouts indéniables pour les stratégies souverainistes. Aux sociétés d'État créées durant la période de la Révolution tranquille, telles la Caisse de dépôt et Hydro-Québec, il faut ajouter le Mouvement Desjardins, dernièrement renforcé, et le Fonds de solidarité créé récemment par la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ). Par ailleurs, les mouvements politiques, sociaux et syndicaux semblent adopter une attitude moins défensive, comme en témoigne le récent débat linguistique, ce qui traduit, selon nous, un changement de perception de l'identité québécoise.

Cependant, paradoxalement, alors que tout semble indiquer l'existence d'une société aux voix convergentes, de nouvelles dissensions apparaissent, issues des inégalités sociales provoquées moins par les différences de classe que par des déséquilibres territoriaux. Le Conseil des affaires sociales (CAS) a consacré l'image devenue dès lors célèbre de «deux Québec dans un», pour illustrer les inégalités croissantes entre les centres et les périphéries. Mais il faudrait augmenter ce chiffre. À l'analyse, on constate de multiples revendications, territoriales ou territorialisées, exprimées par les régions et les communautés locales. Aussi, l'affirmation du Québec distinct s'accompagne d'une fragmentation de sa base territoriale. Ceci constitue un aspect majeur de la géopolitique du territoire québécois que les auteurs de ce numéro spécial des *Cahiers de géographie du Québec* ont été invités à analyser.

Le premier problème examiné est celui des frontières d'un éventuel Québec souverain. Georges Labrecque pose en particulier la question de la frontière maritime dans le golfe du Saint-Laurent.

Deux articles soulèvent des problèmes d'articulation régionale du territoire québécois. La question régionale en milieu périphérique est abordée par Hugues Dionne et Juan-Luis Klein, qui montrent les transformations récentes des rapports des régionaux aussi bien à l'État qu'au territoire. Puis, Anne-Marie Séguin et Marc Termotte examinent le déséquilibre dans la répartition territoriale des immigrants et les effets de leur forte concentration dans la métropole. Cette approche régionale fait l'objet de deux notes. Celle d'Anne Gilbert et de Marc Villemaire étudie la spécificité de la région frontalière de l'Outaouais à partir de la réponse positive de la majorité de sa population aux offres fédérales de renouvellement de la Constitution. Gilles Sénécal et Claude Manzagol analysent le rôle de la région de Montréal, constatant que la métropole est en phase de redéfinition et de redéploiement.

Trois articles analysent le problème d'un point de vue plus spécifique à certaines collectivités. Jules Dufour dresse le bilan des revendications des peuples autochtones en les insérant dans la perspective d'une lutte pour le développement durable. Bruno Jean examine l'effet de plus en plus apparent des appartenances des cultivateurs à leurs communautés locales, effets qui se manifestent dans des revendications en matière de développement économique et de gestion politique. Puis, Jean Désy et Gille Tremblay posent la question du potentiel de développement écologique des espaces agro-forestiers en proposant une stratégie pour la transformation de la biomasse.

L'ensemble de ces analyses soulèvent des problèmes majeurs auxquels le projet national québécois doit se confronter. Les concepteurs de ce numéro espèrent ainsi que ces textes contribueront à la recherche d'un développement territorialement plus équilibré du Québec en devenir.

**Laurent Deshaies
Juan-Luis Klein
et Georges Labrecque**